

Mgr Cattenoz nous alerte sur les principes non négociables

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Culture de Vie](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 5 avril 2012



Dans un [long texte publié sur le site du diocèse d'Avignon](#), **Mgr Jean-Pierre Cattenoz** veut "alerter tous les hommes de bonne volonté, sur plusieurs points de la campagne électorale qui portent sur des « principes non négociables » pour l'avenir de notre société". Il explique ainsi que "il y a des « principes non négociables » sans lesquels toute société court à sa ruine et l'histoire montre combien les fins de civilisations se répètent avec leurs lots de dépravations, de barbarie et de décomposition de l'homme dans sa dignité d'homme." Ces principes non négociables, sur lesquels nos évêques, à la suite du Pape, insistent de plus en plus (respect de la vie, promotion de la famille, liberté éducative) sont au fondement de la société. Cela signifie que, s'il existe bien d'autres problèmes (pauvreté, insécurité, désespoir...), il est illusoire de croire qu'il sera possible de résoudre ces problèmes si, à la base, les principes non négociables sont bafoués.

Croire que l'on peut ainsi résoudre le problème du mal-logement en France sans s'attaquer à sa cause première, à savoir l'explosion de la famille, la croissance des divorces et des séparations, c'est se fourrer le doigt dans l'oeil jusqu'au nombril. Et Mgr Cattenoz explique :

"Le nombre de séparations et de divorces s'accroît, rompant l'unité familiale et créant de nombreux problèmes aux enfants, victimes innocentes de ces situations. La fragilité des foyers monoparentaux devient très inquiétante. La stabilité de la famille est aujourd'hui menacée ; pour la sauvegarder, il ne faut pas avoir peur d'aller à contre-courant de la culture ambiante. Les diverses formes de dissolution du mariage, comme les unions libres ou les mariages à l'essai jusqu'au pseudo-mariage entre personnes de même sexe, sont l'expression d'une liberté anarchique qui se fait passer à tort pour une libéralisation de l'homme. Au contraire, reconnaître et soutenir l'institution du mariage est un des services les plus importants à apporter aujourd'hui au bien commun et au véritable développement des hommes et des

sociétés, de même que la plus grande garantie pour assurer la dignité, l'égalité et la véritable liberté de la personne humaine. Malheureusement, bien des projets contenus dans les programmes électoraux sur le mariage, le divorce, l'adoption, tiennent certes compte des désirs des adultes, mais oublient l'intérêt des enfants. Le droit à l'enfant semble prendre le pas sur le droit de l'enfant. Comme le montre unanimement l'expérience, l'absence d'une maman ou d'un papa au sein d'une famille entraîne bien des obstacles dans la croissance des enfants. Comment des enfants, insérés dans des unions homosexuelles où manquent la bipolarité sexuelle et l'expérience de la paternité et de la maternité, pourront-ils grandir et mûrir humainement sans porter les séquelles de cette absence ? Comment assurer l'équilibre de la structure psychologique sexuelle de l'enfant dans un couple où il n'y a qu'un sexe ? La crise des banlieues a mis en lumière que la majorité des jeunes en difficultés sont issus de familles humainement et socialement fragilisées. L'affaiblissement de la cellule familiale est une des causes majeures des difficultés des jeunes. La crise de la famille est une cause directe du mal être des jeunes."

Et ainsi, l'archevêque d'Avignon en vient à parler de la crise actuelle, qui ébranle notre système, et il en déniche la cause :

"la crise que nous traversons n'est pas d'abord économique, mais elle touche le cœur même de l'homme et de la société. L'économie est au service de l'homme et non l'inverse. Le droit au travail, le droit à sa juste rémunération, l'accès aux soins, l'accès à la culture relèvent de la justice, mais ils ne trouveront leur juste place dans la société sans une prise de conscience des conséquences de l'individualisme et de l'égoïsme dans le cœur de l'homme. Les racines de notre société sont chrétiennes : toute vie en société est impossible si elle n'est pas fondée sur l'amour. Aujourd'hui encore, cette dimension essentielle de la vie de l'homme demeure indispensable pour construire notre monde. Depuis trente ans, le droit consacre l'individualisme des droits. Le droit qui dicte et façonne les normes sociales, privilégie l'individu et la vie privée, il voudrait que les choix affectifs de chacun n'aient aucune conséquence sur les enfants et sur la vie civique, économique et sociale. Dans notre culture, la liberté de l'individu est exacerbée, comme si l'individu, sujet autonome, se suffisait à lui-même. Beaucoup voudraient organiser la vie sociale seulement à partir des désirs subjectifs et changeants des personnes, sans référence à une vérité objective, en particulier la dignité de tout être humain au service de laquelle les responsables de notre société doivent se mettre. Ainsi naissent et prospèrent au gré des gouvernements, des politiques à caractère social destinées à pallier les effets de cet individualisme qui gangrène la société. Cette conception individualiste de la société soumet notre pays aux dérives d'une opinion aux repères brouillés et aux groupes de pression qui pèsent de tout leur poids en cette période électorale.

Au nom de l'Évangile, je veux défendre la vie, l'évangile de la vie. Je ne peux fermer les yeux devant tant d'hommes et de femmes aujourd'hui en France qui se sentent blessés, exclus, mis sur le bord de la route pour de multiples raisons personnelles, économiques, sociales, politiques ou même religieuses."